

Rapport d'orientations budgétaires 2021

SOMMAIRE

1. Eléments de contexte local	p.3	3. Perspectives budgétaires 2021	p.27
1.1: Un nouveau mandat et une gouvernance renouvelée et partagée	p.4	3.1: Des résultats prévisionnels 2020 encourageants pour un avenir incertain	p.28
1.2: Le pacte financier de solidarité communautaire	p.8	3.2: Des recettes atones à périmètre constant en 2021	p. 30
1.2.1: Les enjeux du pacte de solidarité	p.10	3.3: Des dépenses qui évoluent, au service du développement consolidé du territoire en 2021	p.42
1.2.2: Les leviers du pacte de solidarité	p.11	3.4: Des épargnes préservées et une dette équilibrée	p.53
a) Les attributions de compensation	p.12		
b) La DSC et le FPIC	p.13		
c) Les fonds de concours et l'aide à l'ingénierie	p.16		
d) Synthèse du pacte de solidarité	p.18		
1.2.3: Une méthodologie et une démarche volontariste	p.19		
Synthèse de la première partie	p.20		
2. Une loi de finances pour 2021 en réponse à un contexte de crise économique	p.21	4. Perspectives 2021 des budgets annexes	p.57
		4.1: Le budget annexe Arenberg Creative Mine	p.58
		4.2: Les budgets annexes de Zones d'activité	p.61
		4.3: Le budget annexe PLIE	p.63
		4.4: Le budget annexe Aires d'accueil des gens du voyage	p.65
		4.5: Le budget annexe Parc de loisirs de Wavrechain-sous-Faulx	p.67

1. ELEMENTS DE CONTEXTE LOCAL

1.1 Un nouveau mandat et une gouvernance renouvelée et partagée

Une gouvernance renouvelée autour d'un triptyque



Projet politique de la CAPH 2020-2026

Un développement économique du territoire diversifié, social et solidaire

L'innovation sociale au cœur de la cohésion sociale

Un développement éco-responsable respectueux de la gestion des ressources naturelles



Valorisation et harmonisation du territoire rural et urbain

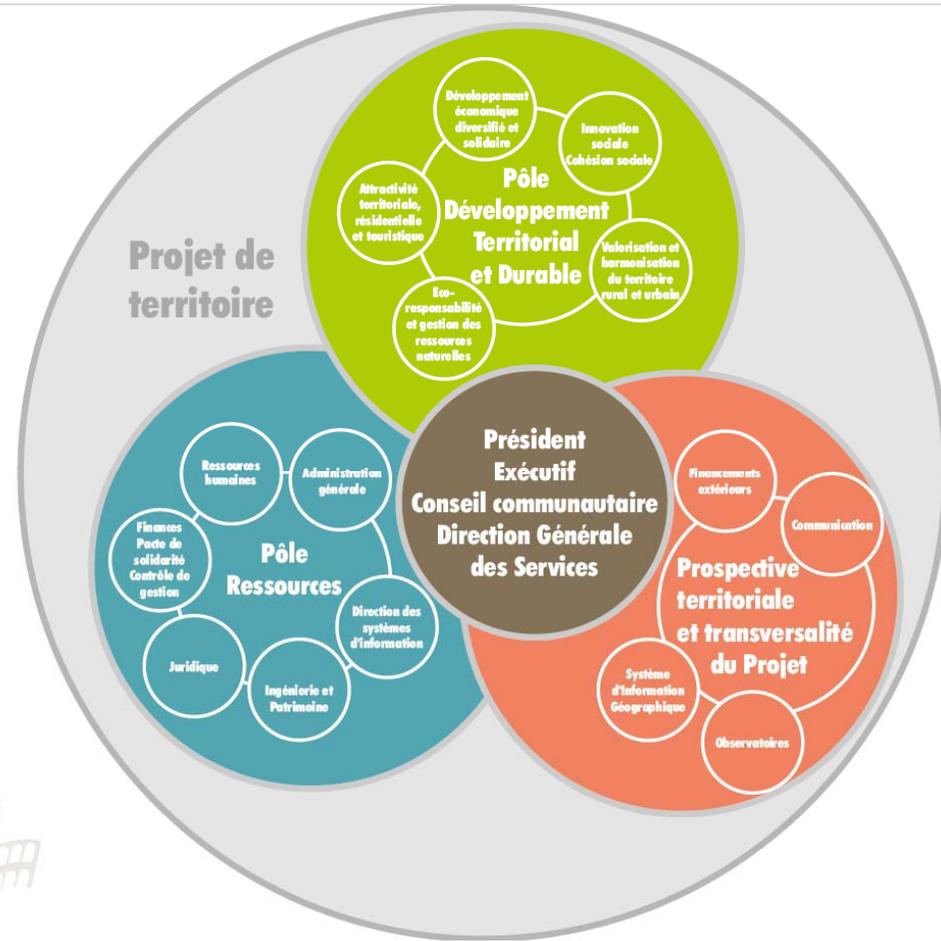
Projet d'Agglomération : transition, innovation, développement durable et soutenable

L'attractivité territoriale résidentielle et touristique

Une organisation administrative systémique basée sur :

la **TRANSVERSALITE**

et le **MODE PROJET**



1.2 Le pacte financier de solidarité communautaire

LE PACTE DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE

Une obligation réglementaire pour tous les EPCI signataires d'un contrat de ville et une réponse au besoin de visibilité des communes et de la CAPH

Une agglomération forte de ses communes fortes

Un pacte de confiance qui formalise les liens financiers et fiscaux sur lesquels s'engagent les 47 communes et la CAPH sur le mandat, pour une meilleure lisibilité et une cohérence de la stratégie du bloc communal

Un pacte qui s'appuie sur **des valeurs** :

Confiance

Collaboration

Soutien mutuel

1.2.1 Les enjeux du pacte de solidarité communautaire



Répondre à l'attente d'équité entre chaque commune du territoire et effacer les frustrations du passé



- Engager le territoire dans son processus de transition, d'innovation et de développement durable
- Accompagner les projets des communes
- Consolider le soutien à l'économie locale



Maitriser le budget communautaire et les équilibres communaux

1.2.2 Les leviers du Pacte de solidarité communautaire



a) Garantir un traitement équitable et une visibilité des ressources communales et intercommunales: Les attributions de compensation

Une remise à plat des situations ayant généré des sentiments d'iniquité

- Réintégration des charges transférées en matière de transports et de déchets ménagers dès 2021

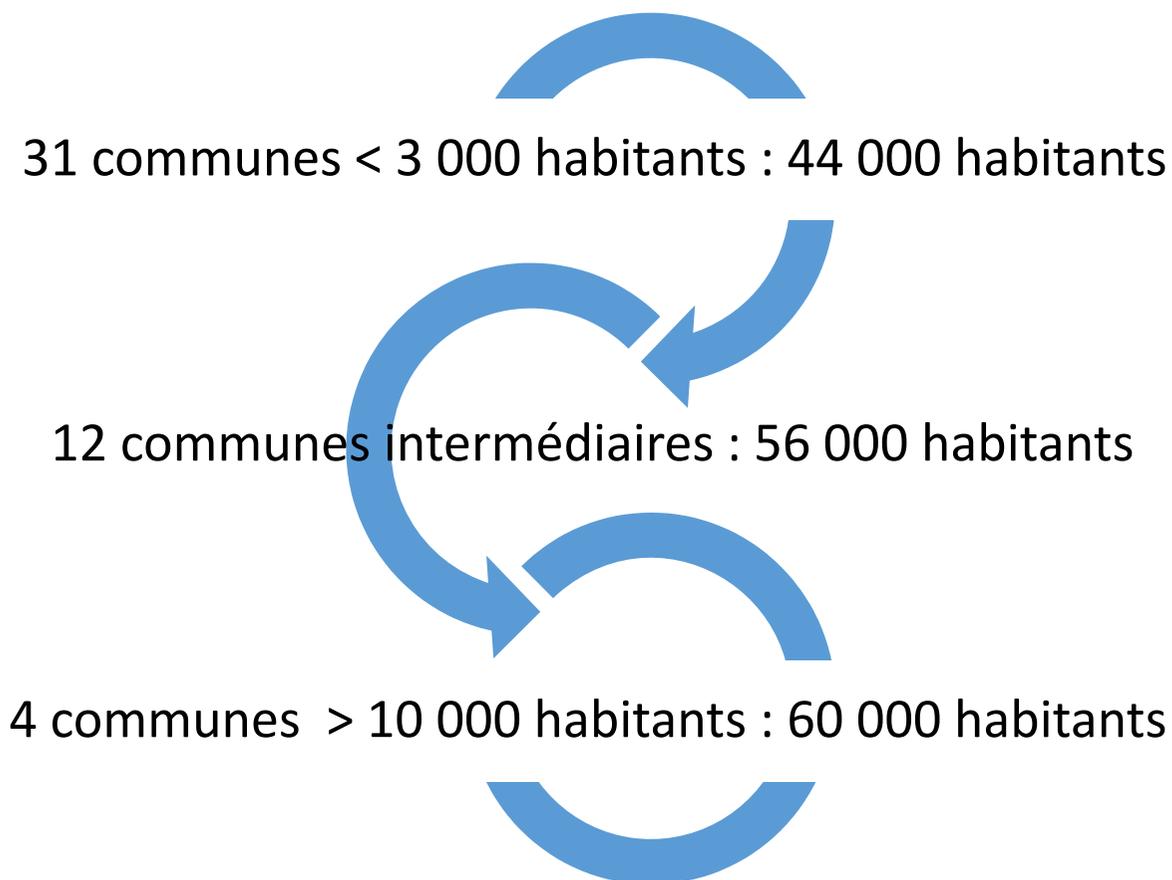
Une égalité de traitement dans l'évaluation des charges transférées

- Une CLECT à installer et à réunir pour évaluer les transferts de charges issus de la compétence gestion des eaux pluviales urbaines sur la base de 20,53 €/hbt

b) Améliorer la péréquation des ressources dans l'ensemble intercommunal: La dotation de solidarité communautaire et le Fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)

Sur la base d'un diagnostic, se donner les moyens de lutter contre les inégalités territoriales sans opposer les communes entre elles, tout en les faisant bénéficier d'un effet de levier pour un développement consolidé du territoire

La dotation de solidarité communautaire: Agir en fonction des déséquilibres démographiques



La dotation de solidarité communautaire et le FPIC

FPIC

- Un mécanisme national péréquateur dont 2/3 de l'enveloppe territoriale de La Porte du Hainaut revient aux communes éligibles

Des communes qui bénéficient complètement des effets péréquateurs de la péréquation nationale

- Fin de l'écrêtement du FPIC: 840 K€ au profit des communes
- Suppression de la baisse annuelle de 2,5% des enveloppes individuelles de DSC: 222 K€ au profit des communes

Une péréquation assise sur les besoins des communes

- Des critères péréquateurs de richesses prenant en compte les situations individuelles
- Maintien d'une dotation contrat de ville de 300 K€ dans la DSC
- Une dotation de ruralité de 30 K€ versée en 2021 aux 31 communes de moins de 3 000 habitants pour répondre aux déséquilibres démographiques du territoire sur le mandat

c) Permettre un développement solidaire du territoire: les fonds de concours et l'aide à l'ingénierie

Une dotation pour le développement du territoire pour une agglomération qui joue le rôle de locomotive, forte de ses communes par le soutien qu'elle apporte sur le financement d'équipements structurants

Les fonds de concours et l'aide à l'ingénierie

Une continuité dans la solidarité pour 2021/2027

- Une reconduction des montants alloués pour le mandat 2014/2020 : 24,5 M€

Un développement qui passe par des équipements structurants

- Des planchers en matière de financement de projets différenciés selon la taille de la commune
- Des dépenses en matière de travaux bâtimentaires et de réseaux, d'acquisitions foncières, d'études

Une gouvernance renouvelée et partagée

- Des projets examinés par la Commission des Finances
- Un règlement d'attribution partagé pour plus de clarté

Un accompagnement aux projets

- Mise en place d'une ingénierie communautaire au service des communes pour le montage des dossiers de financement et la réflexion sur les travaux

d) Synthèse du pacte de solidarité communautaire

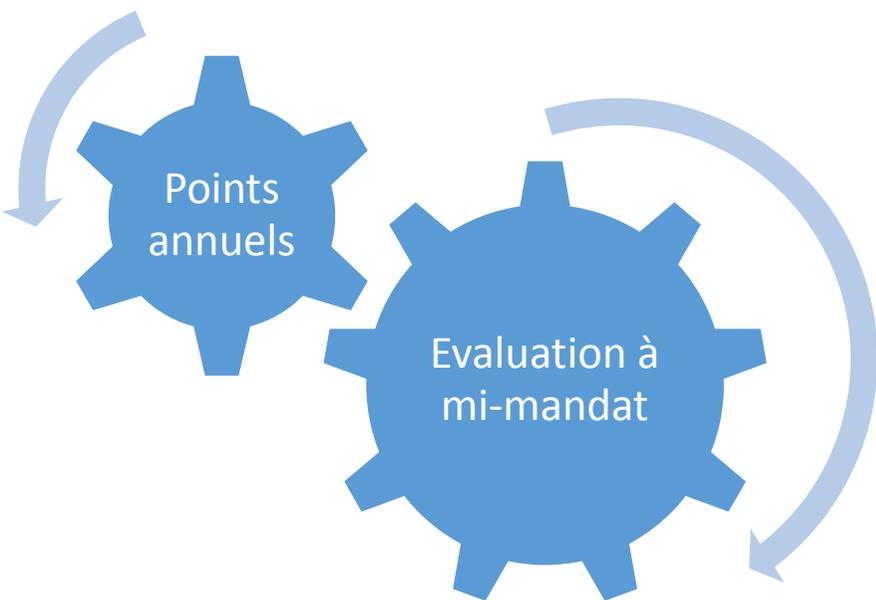
REDISTRIBUTION AUX COMMUNES 2021	
• Transfert GEPU	+ 2,45 M€
• AC Ordures Ménagères	+ 2,50 M€
• AC transports	+ 0,31 M€
• DSC 2021	+ 0,84 M€
• DSC: Fin de l'écrêtement du FPIC	+ 0,84 M€
• DSC: Fin de la baisse de 2,5%	+ 0,21 M€
• Garantie de maintien d'enveloppe individuelle	+ 0,12 M€
• Dotation ruralité 2021	+ 0,93 M€
TOTAL: 8,2 M€	

IMPACT CAPH 2021	
GEPU	-3 911 841
Ecrêtement	1 468 812
AC OM	-2 500 668
AC Transp.	-308 319
Déchets verts	-1 550 000
DSC	-1 679 330
Ruralité	-930 000
TOTAL	-9 411 345

En €

1.2.3 Un Pacte de solidarité communautaire qui s'articule autour d'une méthodologie et d'une démarche volontariste

Au total, une démarche volontariste qui permet de donner de la lisibilité à l'action publique sur le territoire de La Porte du Hainaut et de structurer les outils, fruit d'une réflexion partagée en cohérence avec les 47 communes membres



SYNTHESE GENERALE DU CONTEXTE LOCAL

Projet de territoire / Pacte de gouvernance / Pacte de solidarité
Un triptyque qui permet de répondre aussi aux exigences et aux observations de la CRC:

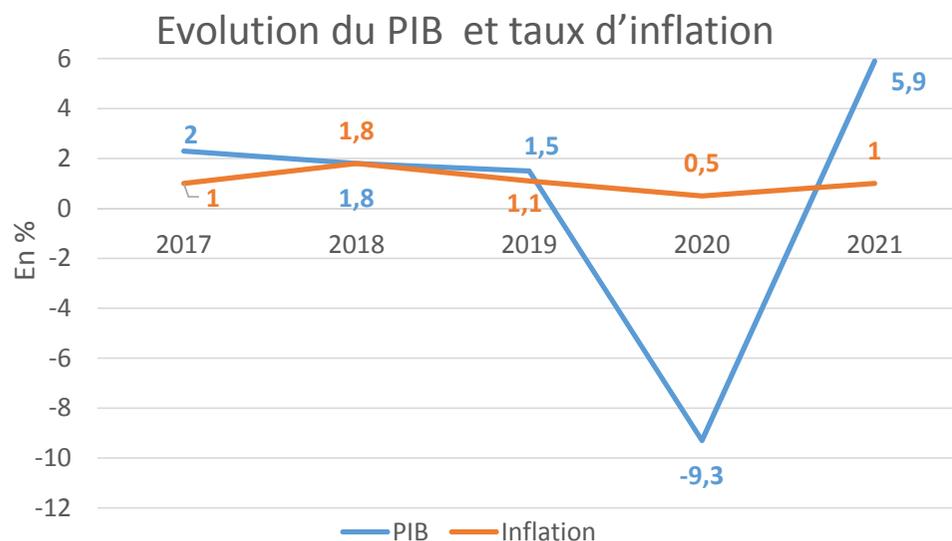
La CAPH « n'a pas adopté de projet de territoire, ni de pacte financier et fiscal, ce qui nuit à la construction et à la lisibilité de sa stratégie. Cela est d'autant plus préjudiciable que la politique de redistribution en faveur des communes (attributions de compensation, dotation de solidarité, fonds de concours) est importante et représente la quasi-totalité des recettes fiscales communautaires. »

Recommandation n° 2 : élaborer un pacte financier et fiscal.

Rappel au droit n° 3 : élaborer et approuver un projet de territoire, en application de l'article L.5216-1 du CGCT.

2. Une loi de finances pour 2021 en réponse à un contexte de crise économique

Loi de finances 2021: des réponses au contexte économique bouleversé par la crise sanitaire



- Une autonomie fiscale réduite de par:
 - La suppression de la taxe d'habitation
 - La baisse des impôts de production

- Stabilité des concours financiers aux collectivités locales
- Une revalorisation des valeurs locatives limitée à + 0,2 % en 2021

- Le plan de relance de l'activité via l'investissement du secteur public, des aides sectorielles, des mesures fiscales

Suite de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales

Disparition de la TH sur les résidences principales

Compensation via une fraction de TVA + garantie de stabilité en 2021

Maintien de la TH sur les résidences secondaires

- Une compensation assise sur une **recette conjoncturelle, la TVA**
- Une **dépendance accrue** des collectivités à la **santé financière de l'Etat**

Le volet fiscal du plan de relance: 10 Mds € sur 2 ans

Baisse des bases de CFE EPCI

- 1,75 Mds €
Entreprises industrielles

Compensation du produit annuel de CFE perdu sur la base du taux de 2020

Compensation de la perte de produit de taxe GEMAPI calculée sur le produit de CFE

Plafonnement de la CET à 2 % de la valeur ajoutée des entreprises au lieu de 3 % jusque 2020

COTISATION ECONOMIQUE TERRITORIALE = CVAE + CFE

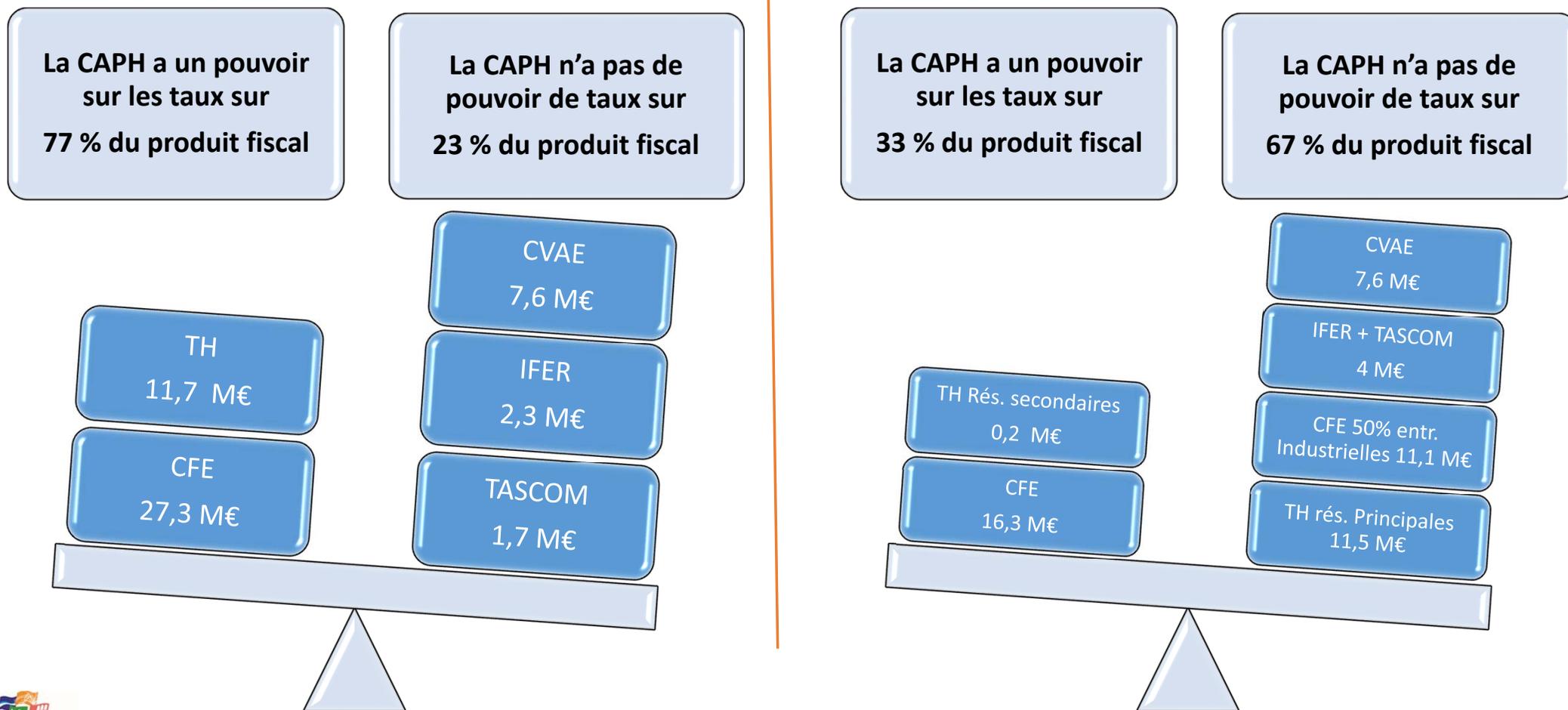
Une compensation de l'Etat sur la base des pertes de produits constatés

- 
- Perte de la dynamique fiscale
 - Perte d'autonomie fiscale
 - Risque de devenir une variable d'ajustement

Une perte de dynamique fiscale

Avant la réforme fiscale

Après la réforme fiscale



Dotations et Péréquation

DGF 2021

Redistribution interne à l'enveloppe
Une enveloppe nationale 2020 reconduite en 2021

Dotation d'intercommunalité
Un mécanisme de garantie + 30 M€

DCRTP
Stable

Dotation de compensation
- 2,1% après financement des abondements DSU et DSR

Fonds et dotations d'investissement 2021

Le plan de relance : une enveloppe de 100 Mds €
3 thématiques: cohésion (35 mds €) – Compétitivité (35 Mds €) – Ecologie (30 Mds €)

DSIL : 1 Milliard € jusqu'au 31/12/2021
3 orientations : transition écologique – Résilience sanitaire – Rénovation du patrimoine

DETR 2021 = DETR 2021 avec réforme de l'éligibilité
3 orientations : transition écologique – Résilience sanitaire – Rénovation du patrimoine

FCTVA :+ ½ milliard €
Mise en place de l'automatisation et modification des règles d'éligibilité (inclusion des bâtiments mis à disposition de tiers, des maisons de santé et exclusion des frais de réalisation des documents d'urbanisme)

3. PERSPECTIVES BUDGETAIRES 2021

3.1 Des résultats prévisionnels 2020 encourageants pour un avenir incertain

Une résistance budgétaire de la CAPH au regard des indicateurs nationaux en 2020

Finances des EPCI à fiscalité propre 2020 (estimations et évol./2019)*	
Recettes de fonct.	46,0 Mds€, + 0,8 %
Dépenses de fonct.	40,5 Mds€, + 3,0 %
Épargne brute	5,5 Mds€, - 12,7 %
Investissement	9,6 Mds€, - 7,4 %
Dette	26,2 Mds€, + 1,1 %

© LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES

La CAPH connaît en 2020 des niveaux d'épargne en hausse grâce à un bon dynamisme des recettes hors opérations exceptionnelles (+1,7%), conjugué à une maîtrise des dépenses de fonctionnement hors opérations exceptionnelles (+0,15 %).

La crise sanitaire a eu un impact sur les dépenses d'équipement mais les recettes de subventions et participations ont doublé par rapport à 2019.

Capacité de désendettement: 4,2 ans

Taux d'épargne brute: 20%



COMPTE PREVISIONNEL 2020 BUDGET PRINCIPAL

LE FONCTIONNEMENT 2020 et évolutions / CA 2019

Dépenses réelles: 100,5 M€ (+ 1,9%) Recettes réelles: 125,6 M€ (+ 3,1%)

LES EPARGNES 2020 et évolutions / CA 2019

Epargne brute: 25,1 M€ (+ 8,3%) Epargne nette: 16,8 M€ (+ 15,8%)

L'INVESTISSEMENT 2020 et évolutions / CA 2019

Dépenses réelles: 45,3 M€ (- 14%) Recettes réelles: 32,1 M€ (- 33%)

Dont Equipement: 18,3 M€ (- 27%) Recettes hors emprunt et affectation des résultats: 10,1 M€ (+ 58%)

3.2 Des recettes atones à périmètre constant en 2021

Perspectives 2021 en matière de fiscalité: -1 % à périmètre et à taux constants

IFER Produit 2021 = **2,25 M€**

TASCOM Produit 2021 = **1,69 M€**

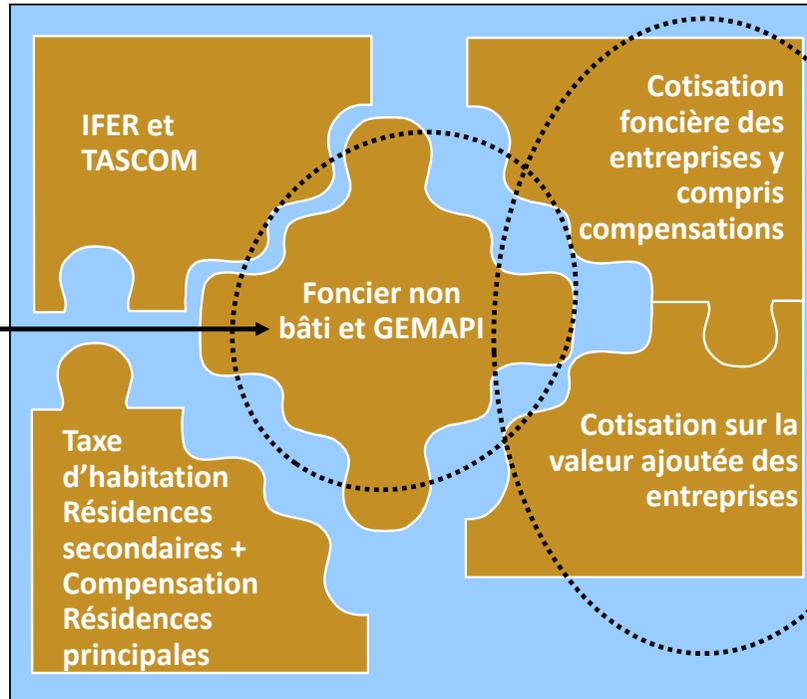
GEMAPI **800 K€ (=2020)**

FNB **328 K€**

TH Une garantie de maintien du produit 2020
TH sur résidences secondaires et fraction de TVA = **11,76 M€**

Baisse de produit estimé comme au niveau national: - 3% en 2021
26,4 M€

CFE

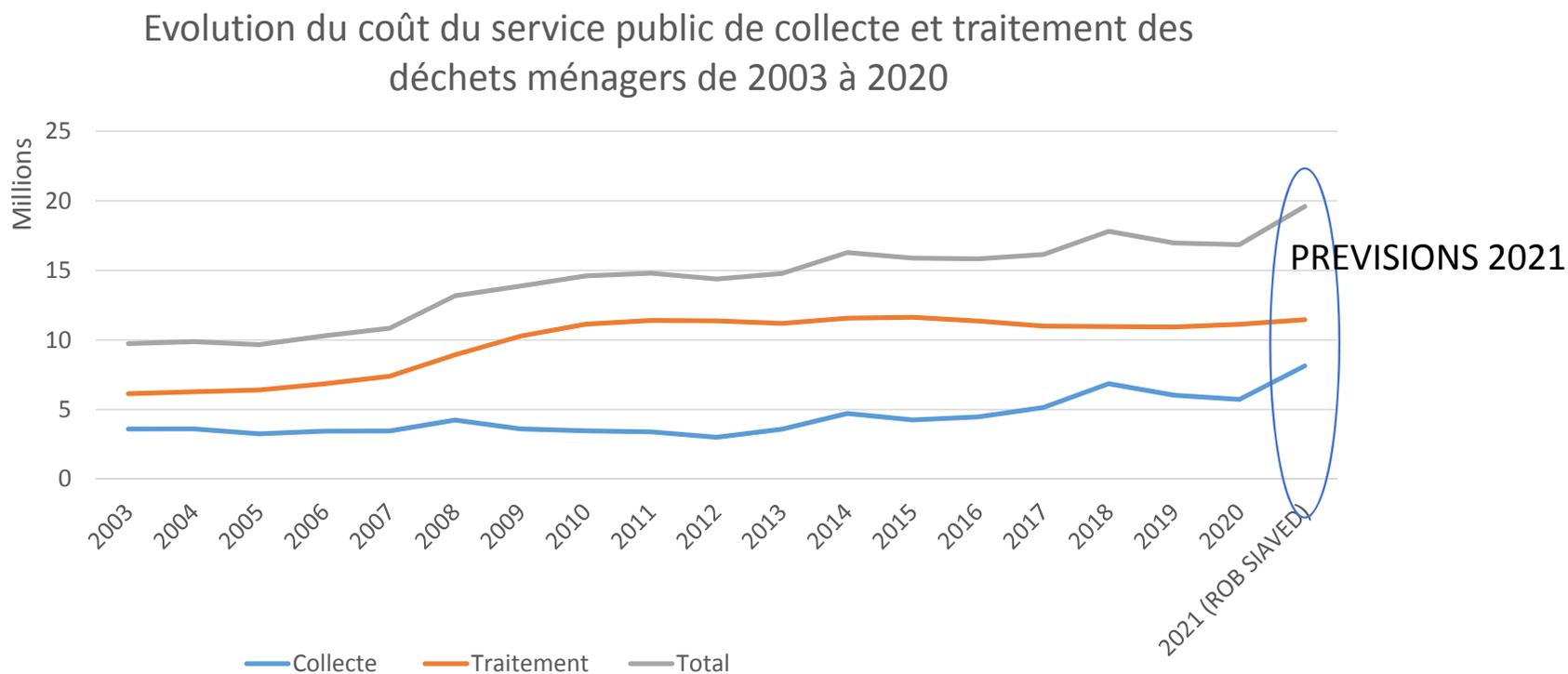


Contribution Economique Territoriale

CVAE

Baisse du produit estimé par les services fiscaux: - 2,94% soit une prévision de **7,4 M€**
La baisse devrait plus importante en 2022 (taxe sensible à la conjoncture)

Perspectives 2021 en matière de TEOM: Un coût du service de collecte et de traitement des déchets ménagers en perpétuelle hausse



Perspectives 2021 en matière de TEOM: Une recette évaluée par une analyse comparative de l'environnement institutionnel local

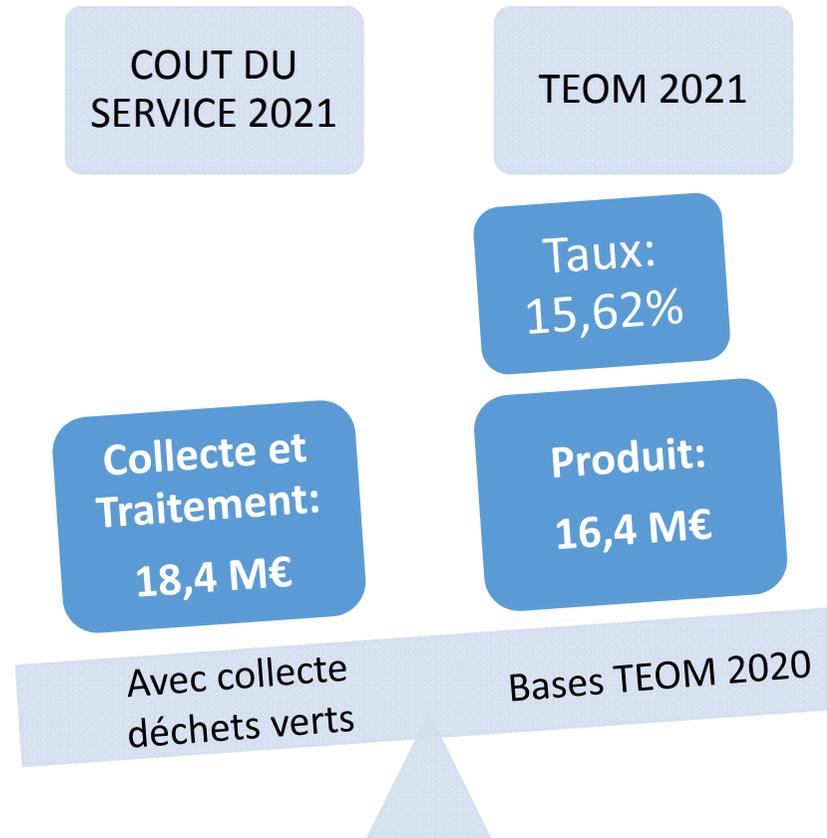
	OBSERVATOIRE			HYPOTHESES CAPH					
	CA VALENCIENNES METROPOLE	CA DOUAISSIS **	CA MAUBEUGE VAL DE SAMBRE	couverture du coût du service + (1)	Couverture du coût du service 2020 (2)	taux de couverture à 89% service + (1)	taux de couverture à 89% service 2020 (2)	Taux d'imposition à 12,07 % service+ (1)	Taux d'imposition à 12,07 % service 2020 (2)
COUT DU SERVICE (€)	21 519 421	14 784 378	0	18 403 523	16 853 523	18 403 523	16 853 523	18 403 523	16 853 523
TAUX DE COUVERTURE DU SERVICE	89%	100%	0%	100%	100%	89%	89%	69%	75%
PRODUIT (€)	19 195 113	14 784 378	0	18 403 523	16 853 523	16 379 135	14 999 635	12 655 010	12 655 010
TAUX	12,07%	17,83%	0,00%	17,55%	16,07%	15,62%	14,31%	12,07%	12,07%
PRODUIT/HBT (€)	98	97	0	115	161	102	93	79	79
IMPACT CONTRIBUTABLE (€)				176	161	156	143	121	121

** Les taux sont en cours de lissage depuis 2016.

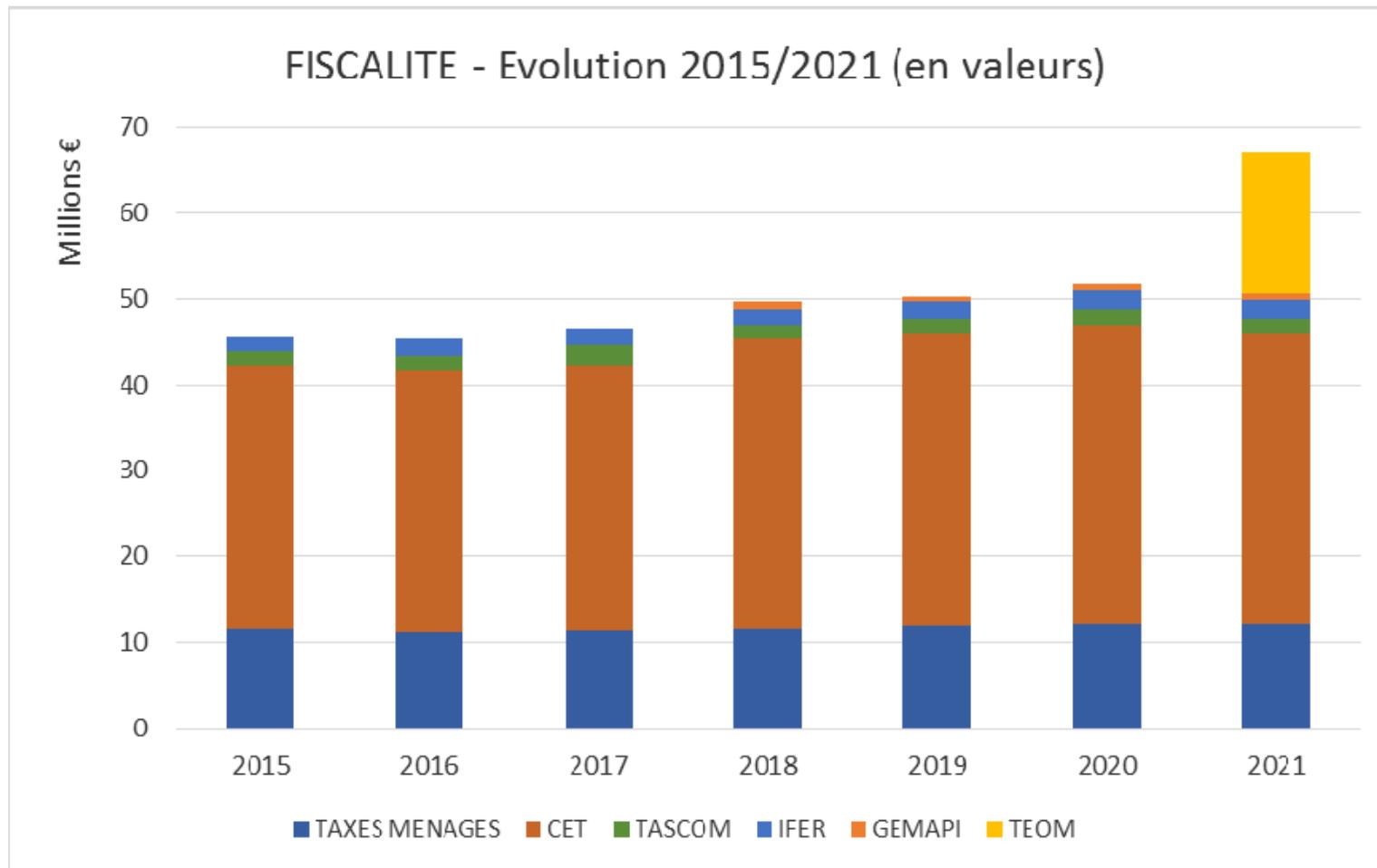
(1) service + = service actuel + ramassage des déchets verts 2 fois/mois de mars à octobre)

(2) service 2020 = service actuellement délivré aux habitants

Perspectives 2021 en matière de TEOM: Un taux de 15,62% à la mesure d'un taux de couverture du coût du service à 89%



Perspectives 2021 en matière de **Produit fiscal**: + 17 %



Perspectives 2021 en matière de recettes: les dotations de l'Etat

DGF
9,5 M€

- Une dotation d'intercommunalité garantie
- Une dotation de compensation en baisse de 2%

DCRTP et FNGIR figés
56 M€

- Une enveloppe qui reste inchangée

FPIC
1,1 M€ (solde net)

- Une enveloppe connue au mois de juin
- Une prévision de stabilité

Perspectives 2021: Autres recettes de gestion

Recettes tarifaires

452 000 €

- Impact Covid 2020 : - 27 K€ soit -48 % /2019 (culture & sport)
- Reconstitution de la recette 2020 (redevance 2019 encaissée en 2020)
- Sur cette base, compte tenu de l'arrêt des spectacles au 1^{er} trimestre 2021 => reconduction du montant de recettes 2020

Loyers

200 000 €

- Des remises de loyers en 2020 pour 28 500 € soit 40% du produit attendu
- Hors remises de loyers et non tenu compte de la reprise en 2021 de l'hôtel d'entreprises des Pierres Blanches: loyers 2020 hors remises

Autres recettes

- Une reconduction des recettes récurrentes non affectées par un événement externe
- Pas de reprise de provision en 2021 (1,74 M€ en 2020)

Perspectives 2021: Recettes de gestion du Budget principal

En €	CA2019 en €	19/20	CA2020 en €	20/21	CA2021 en €	21/22	CA2022 en €
Recettes de gestion	121 500 108	1,3%	123 071 789	12,4%	138 338 652	-0,7%	137 343 988
Produit des services (R70)	299 915	70%	508 596	-11%	452 081	0%	452 081
Impôts et taxes (R73)	89 781 624	1%	91 128 028	17%	106 452 035	-1%	105 359 962
<i>Fiscalité ménages</i>	<i>11 637 153</i>	<i>2%</i>	<i>11 835 580</i>	<i>0%</i>	<i>11 835 724</i>	<i>0%</i>	<i>11 835 724</i>
<i>CFE</i>	<i>26 695 087</i>	<i>2%</i>	<i>27 292 385</i>	<i>-3%</i>	<i>26 473 614</i>	<i>-3%</i>	<i>25 679 406</i>
<i>CVAE</i>	<i>7 474 281</i>	<i>2%</i>	<i>7 634 929</i>	<i>-3%</i>	<i>7 410 516</i>	<i>-5%</i>	<i>7 039 990</i>
<i>TASCOM</i>	<i>1 761 889</i>	<i>-4%</i>	<i>1 688 270</i>	<i>0%</i>	<i>1 688 270</i>	<i>1%</i>	<i>1 705 153</i>
<i>IFER</i>	<i>2 233 002</i>	<i>1%</i>	<i>2 250 978</i>	<i>0%</i>	<i>2 250 978</i>	<i>1%</i>	<i>2 273 488</i>
<i>Rôles supplémentaires</i>	<i>278 752</i>	<i>-41%</i>	<i>164 173</i>	<i>-39%</i>	<i>100 000</i>	<i>0%</i>	<i>100 000</i>
<i>TEOM</i>	<i>0</i>		<i>0</i>		<i>16 379 135</i>	<i>0,20%</i>	<i>16 411 893</i>
<i>TA FNB</i>	<i>225 229</i>	<i>13%</i>	<i>255 534</i>	<i>0,2%</i>	<i>255 000</i>	<i>0,20%</i>	<i>255 510</i>
<i>AC ENCAISSEES</i>	<i>91 218</i>	<i>505%</i>	<i>551 444</i>	<i>10%</i>	<i>604 276</i>	<i>0%</i>	<i>604 276</i>
<i>FNGIR</i>	<i>36 689 230</i>	<i>0%</i>	<i>36 689 230</i>	<i>0%</i>	<i>36 689 230</i>	<i>0%</i>	<i>36 689 230</i>
<i>FPIC encaissé</i>	<i>1 772 096</i>	<i>8%</i>	<i>1 912 040</i>	<i>0%</i>	<i>1 912 040</i>	<i>0%</i>	<i>1 912 040</i>
<i>GEMAPI</i>	<i>600 226</i>	<i>33%</i>	<i>800 213</i>	<i>0%</i>	<i>800 000</i>	<i>0%</i>	<i>800 000</i>
<i>affectation loi SRU</i>	<i>52 025</i>	<i>2%</i>	<i>53 252</i>	<i>0%</i>	<i>53 252</i>	<i>0%</i>	<i>53 252</i>
<i>Autres (solde)</i>	<i>271 436</i>	<i>-100%</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Dotations et participations (R74)	30 979 655	1%	31 188 502	-1%	31 014 837	0,3%	31 112 246
Atténuation de charges (R013)	318 670	-64%	114 699	0%	114 699	0%	114 699
Autres produits (R75)	120 244	10%	131 964	131%	305 000	0%	305 000

Perspectives 2021: Recettes d'investissement hors dette

FCTVA
1,5 M€

- Automatisation du FCTVA à compter du 1^{er} janvier 2021
- Peu de dépenses d'investissement éligibles au 1^{er} trimestre 2021
- Une recette estimée à 1,5 M€ concernant les 2 derniers trimestres de 2020 et les 2 premiers de 2021

Cessions
1,73 M€

- Un produit attendu en prenant en compte les ventes signées ou sur le point de l'être

Remboursement des communes
0,7 M€

- Opérations pour compte de tiers terminées avant 2020 + église de Nivelles à restituer en 2021

Perspectives 2021: Subventions d'investissement reçues

Subventions
7,7 M€

- 2,4 M€ au titre des opérations pour compte de tiers
- 5,3 M€ au titre des opérations CAPH

	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		OPERATIONS CAPH	
Centre nautiques	1,42 M€	Denain + solde Trith-St-Léger		
Eglises (soldes)	0,28 M€	Flines-lez-Mortagne et Nivelles		
Voirie	0,66 M€	RD169 Raismes	1,8 M€	Echangeur A2/A23
Bâtimentaire			0,5 M€	Réserves muséales et rénovation de la MIE
Tourisme			0,5 M€	Bassin Rond
Habitat			2,5 M€	Subventions récurrentes

Perspectives 2021: Recettes d'investissement du Budget principal

En €	CA2019 en €	19/20	CA2020 en €	20/21	CA2021 en €	21/22	CA2022 en €
Recettes d'investissement (hors R16)	6 638 751	69%	11 197 574	6%	11 889 241	-19%	9 604 000
<i>Projets CAPH</i>	0	100	4 065 457	30	5 288 000	-100	3 500 000
<i>Opérations pour compte de tiers</i>	0	100	2 760 312	-12	2 441 241	-100	1 500 000
Produit cessions immobilisations (775)	11 361	6020%	695 255	149%	1 730 000	-25%	1 300 000
Remboursement des communes	633 222	38,7%	878 276	-23,1%	675 000	129,5%	1 549 000
Autres recettes d'investissement	989 494	42,6%	1 410 736	-81,9%	255 000	0,0%	255 000

En 2022, une baisse des recettes d'investissement consécutive à :

- La fin des programmes engagés d'investissement, hors opérations nouvelles qui pourraient être initiées en 2021
- Une moindre visibilité sur les produits de cession
- Et malgré une hausse des remboursements des communes suite à la restitution des églises de Bruille-Saint-Amand et Flines-lez-Mortagne, d'une part et de la piscine de Trith-Saint-Léger d'autre part.

3.3 Des dépenses qui évoluent, au service du développement consolidé du territoire en 2021

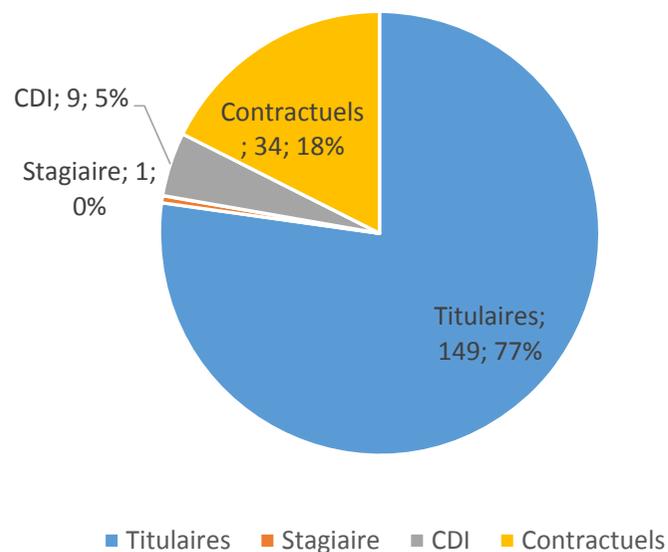
Perspectives 2021 en matière de dépenses de gestion

Charges à
caractère général
6,2 M€

- Maintien des efforts de maîtrise des dépenses: + 1,2 % d'évolution / BP 2020 comme objectif
- Une année 2020 marquée par un confinement strict de 2 mois + mesures de restriction des politiques culturelles et sportives notamment
- Une année 2021 qui reprend un rythme plus normalisé (-21% relativement à 2019 et + 5% relativement à 2020)

Perspectives 2021: Focus sur la gestion du personnel en 2020

REPARTITION DE L'EFFECTIF AU
31/12/2019



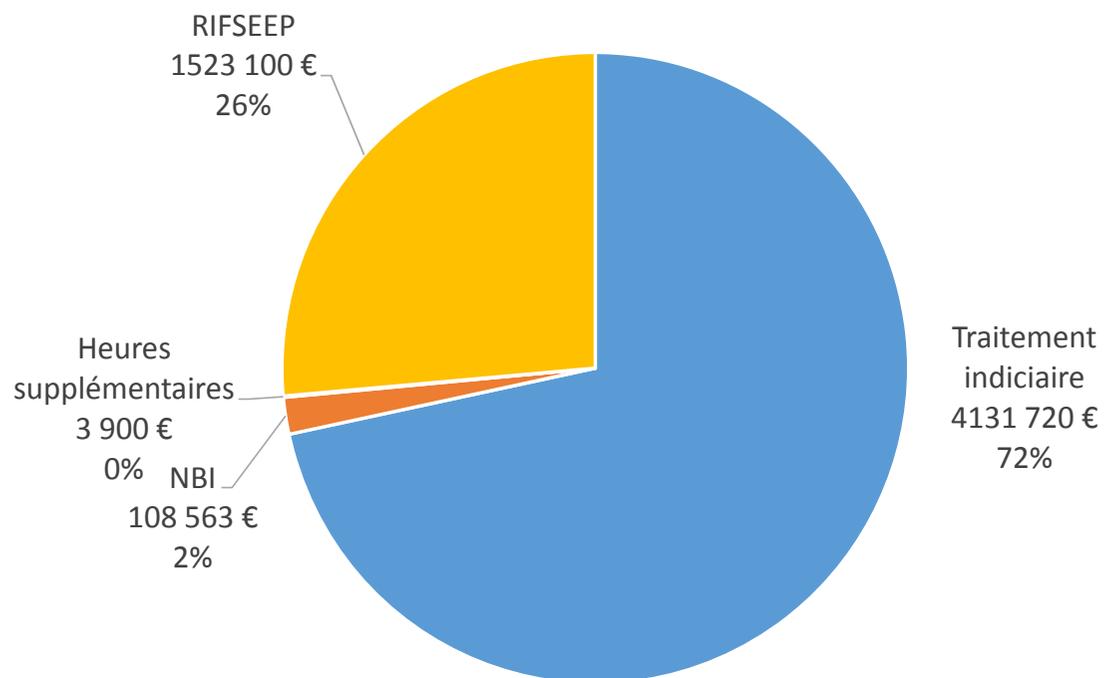
STRUCTURE DES EFFECTIFS 2020: 172 AGENTS

	CATEGORIES			TOTAL
	A	B	C	
FEMMES	32	31	43	106
HOMMES	21	18	27	66
TOTAL	53	49	70	172

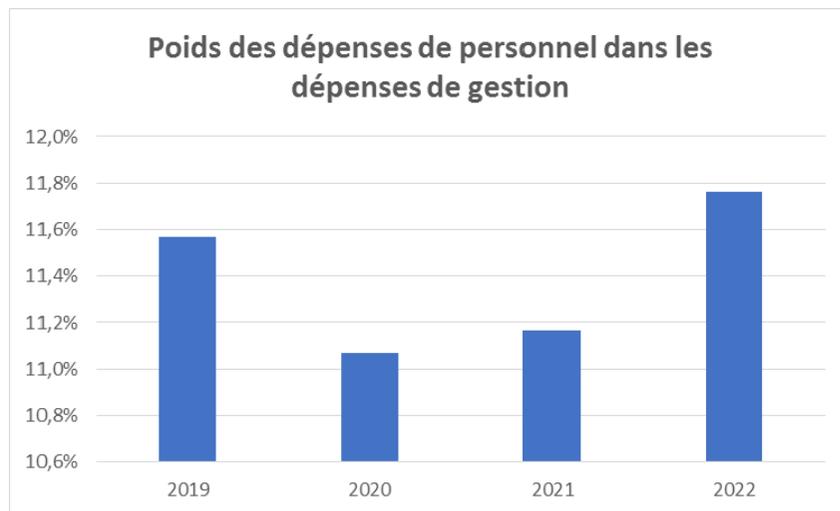
	FILIERE									
	ADMINISTRATIF		TECHNIQUE		CULTURE		SPORT		ANIMATION	
	TIT	N TIT	TIT	N TIT	TIT	N TIT	TIT	N TIT	TIT	N TIT
FEMMES	67	22	8	2	4	1	1	0	1	0
HOMMES	23	8	26	2	4	0	1	0	2	0
TOTAL	90	30	34	4	8	1	2	0	3	0
	120		38		9		2		3	

Perspectives 2021: Focus sur la gestion du personnel en 2020

Répartition des rémunérations en 2020
(budgets principal et PLIE)



Perspectives 2021: Focus sur la gestion du personnel en 2021/2022



**Moyenne des comptes administratifs 2019
des communautés d'agglomération
périphériques *: 12,9%**

CA Lens-Liévin: 10,6%

CA Hénin-Carvin: 16,9%

CA Douaisis: 10,9%

CA Valenciennes Métropole: 10%

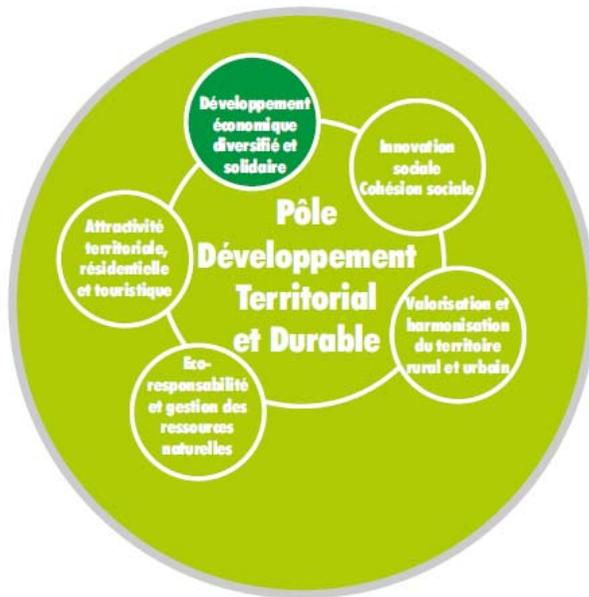
CA Maubeuge Val de Sambre: 18,2%

* A objectiver selon les modes de gestion

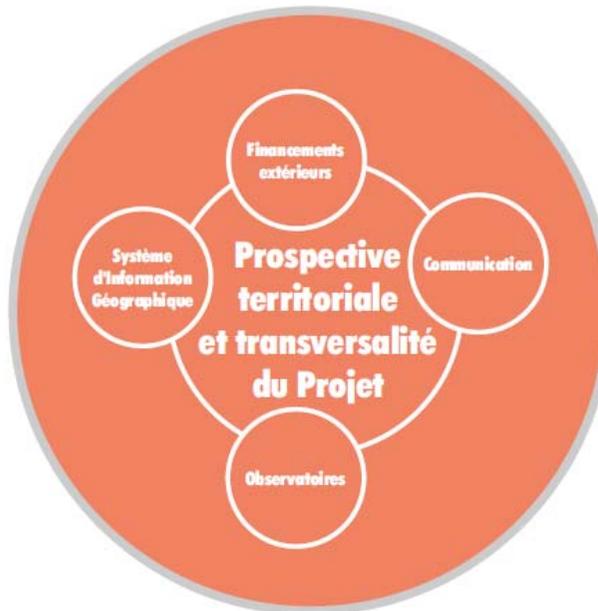
De 2021 à 2022, recrutement d'environ 11 personnes pour être en capacité de mettre en œuvre, suivre et évaluer les actions du projet de territoire

⇒ Un budget de 11,7 M€ en hausse de 8% mais **un poids dans les dépenses de gestion qui demeure relativement stable aux alentours de 11%**

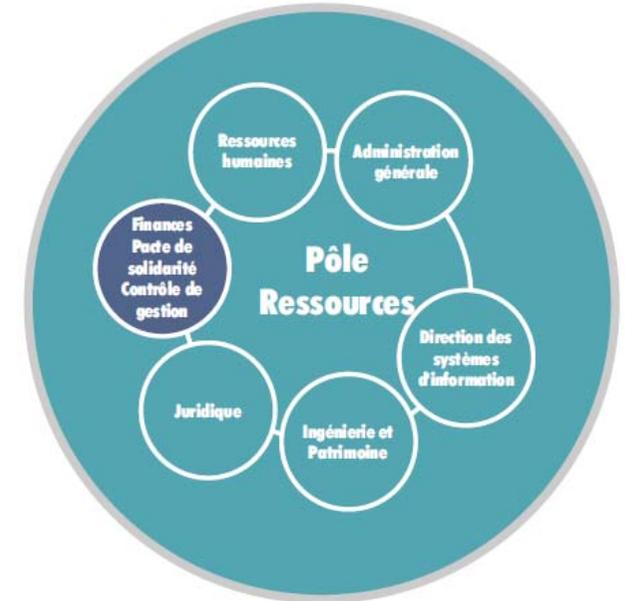
Perspectives 2021: Une nouvelle organisation en 2021 pour une agglomération de projets



76 chargé.es de projet
34 administratifs



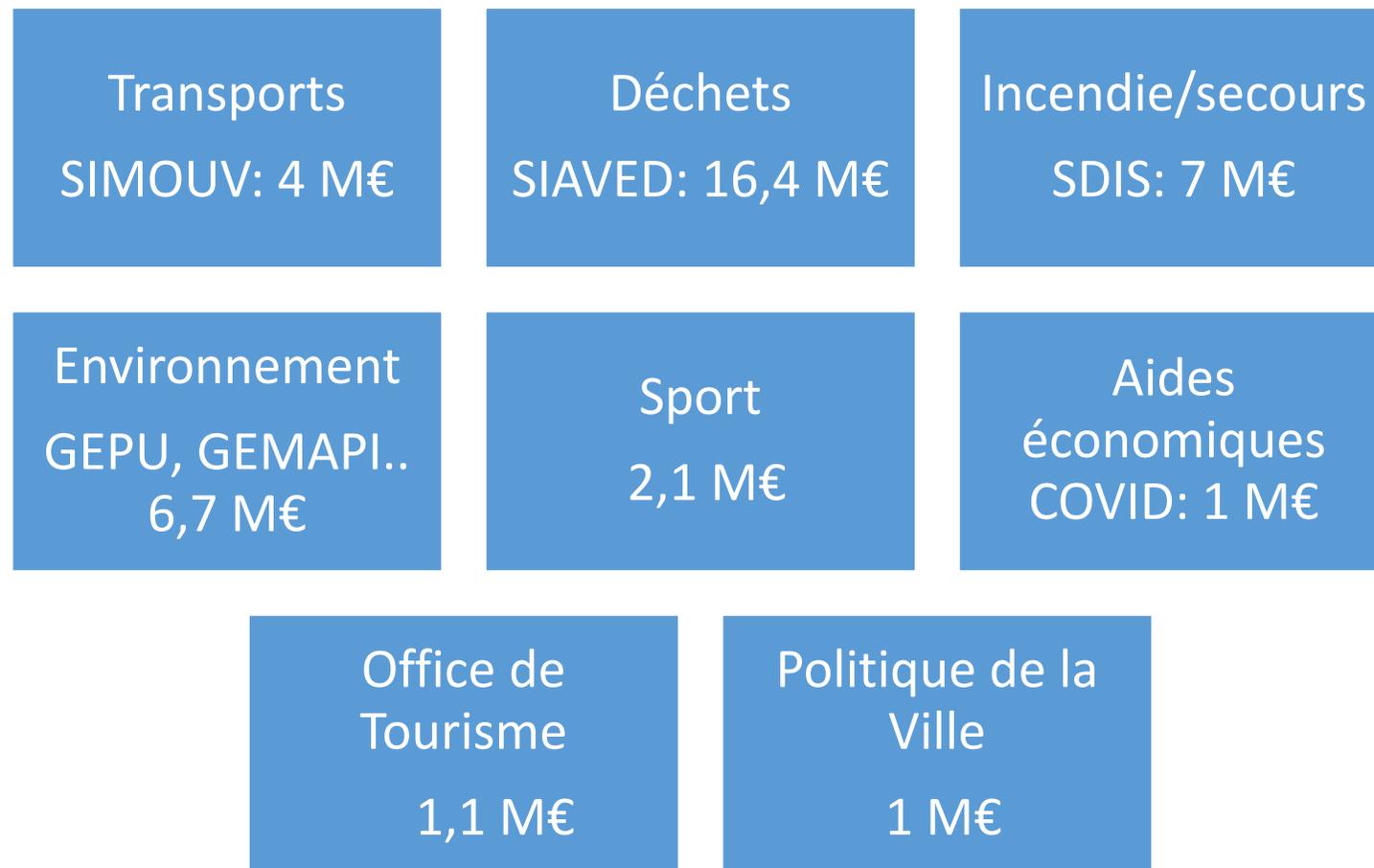
10 chargé.es de projet



58 administratifs

Perspectives 2021: Focus sur les participations versées (fonctionnement)

Un total de
42 M€ en 2021
en direction de
politiques de
développement
et de soutien aux
acteurs du
territoire



Perspectives 2021: Dépenses de gestion du Budget principal

En €	CA2019 en €	19/20	CA2020 en €	20/21	CA2021 en €	21/22	CA2022 en €
Dépenses de gestion	96 883 627	0,3%	97 160 035	7,1%	104 016 588	-3,2%	100 682 034
Dépenses de personnel (D012)	11 209 087	-4%	10 753 381	8%	11 658 000	2%	11 844 000
DRH	8 872 878	-5%	8 384 928	11%	9 300 000	2%	9 486 000
DAC	2 324 338	1%	2 345 625	0	2 350 000	0	2 350 000
DAS	10 767	-34%	7 082	13	8 000	0	8 000
MNU	0		13 891	-100	0	100	0
AAG	0		1 855	-100	0	100	0
Autres (solde)	1 104	-100%	0	0	0	0	0
Charges à caractère général (D011)	7 912 029	-25%	5 917 889	5%	6 213 783	2%	6 306 990
Atténuation produits (D014)	43 701 952	-9%	39 615 373	12%	44 320 282	-2%	43 390 282
AC versées	34 006 752	-10%	30 475 186	10%	33 410 470	0%	33 410 470
DSC versée	8 654 345	-4%	8 345 965	21%	10 115 630	-9%	9 185 630
FPIC reversé	778 479	-2%	763 182	0%	763 182	0%	763 182
Autres	262 376	-88%	31 040	0%	31 000	0%	31 000
Autres charges courantes (D65)	34 060 559	20%	40 873 392	2%	41 824 523	-6%	39 140 762
Aides COVID	0		1 000 000	0%	1 000 000	-100%	0
SIMOUV	4 000 000	0%	4 000 000	0%	4 000 000	0%	4 000 000
SIAVED	14 969 048	-1%	14 853 523	10%	16 403 523	0%	16 403 523
SDIS	6 881 264	1%	6 953 562	1%	7 021 000	0%	7 000 000
GEMAPI	527 663	52%	800 000	0%	800 000	0%	800 000
GEPU	0		5 742 295	-13%	5 000 000	-33%	3 337 987
Subventions et autres contributions	7 682 584	-2%	7 524 012	1%	7 600 000	0%	7 599 252

En 2021 une hausse des dépenses de gestion, induite par la mise en place de l'organisation nécessaire pour mettre en œuvre le projet de territoire et le pacte de solidarité, dans un contexte de soutien aux activités économiques du fait de la crise sanitaire, de déploiement de nouveaux services en matière de collecte et de traitement des ordures ménagères et d'évolution de la contribution au SDIS.

Perspectives 2021: les dépenses d'investissement hors dette

Dépenses d'équipement
récurrentes
1,3 M€

- Des dépenses nécessaires à l'entretien du patrimoine hors opérations nouvelles

Des subventions d'investissement
versées
17,4 M€

- 4 M€ : participations au SIMOUV et au SIAVED
- 4,5 M€ : fonds de concours (dont 3,9 M€ de solde du mandat précédent)
- 6,5 M€ : subventions pour la politique de l'habitat

Des « coûts partis »
28,4 M€

- Des dépenses issues d'opérations décidées lors du mandat précédent

Perspectives 2021: les coûts partis 2021/2022

=> 47 M€ sur 2 ans dont 28 M€ en 2021

Réserves
muséales
1,9 M€

Eglises
3 M€

Bruille-Saint-Amand
Hélesmes

Centre nautique
de Denain
12,8 M€

Halles
2 M€

Wavrechain-sous-Denain
Marquette-en-Ostrevant
Bousignies
Rumegies

- A21 Ouest (8,3 M€)
- Rachat concessions (2,4 M€)
- Réhabilitation MIE (1,3 M€)

Développement
Economique
12,6 M€

Renouvellement
urbain
13,7 M€

Sabatier/Schneider/Aren-
berg (11,5 M€)
Chasse Royale (1,4 M€)
Denain/Lourches (0,8 M€)

Perspectives 2021: Dépenses d'équipement du Budget principal

En €	CA2019 en €	19/20	CA2020 en €	20/21	CA2021 en €	21/22	CA2022 en €
Dépenses d'investissement (hors Dette)	44 166 126	-16%	36 981 957	28%	47 468 215	-19%	38 399 087
Dépenses récurrentes (D20+D21+D23)	9 368 142	-39%	5 710 978	-77%	1 300 000	15%	1 500 000
Subventions d'équipement versées	16 372 614	13%	18 436 895	-6%	17 400 000	0%	17 400 000
Opérations pour compte de tiers (D45)	15 539 686	-19%	12 573 282				
Dépenses d'investissement "Coûts partis"	0		0		28 377 008		19 107 880
<i>COUTS PARTIS RESERVES MUSEALES</i>	0		0		450 000	205	1 472 952
<i>COUTS PARTIS EGLISES (D45)</i>	0		0		1 167 226	61	1 878 675
<i>COUTS PARTIS PISCINES (D45)</i>	0		0		13 475 449	-97	221 000
<i>COUTS PARTIS VOIRIE (D45)</i>	0		0		260 100	-100	0
<i>COUTS PARTIS HALLES</i>	0		0		1 510 000	-87	457 000
<i>COUTS PARTIS DEV ECO</i>	0		0		7 507 863	-69	5 101 831
<i>COUTS PARTIS BASSIN ROND</i>	0		0		286 000	-100	0
<i>COUTS PARTIS RENOUVELLEMENT URBAIN</i>	0		0		3 720 370	100	9 976 422
Autres dépenses d'investissement	2 885 684	-91	260 802	50	391 207	0	391 207

En 2021, le financement de la poursuite du programme d'équipement déjà lancé (28,4 M€) nécessitera un volume d'emprunt complémentaire à l'épargne nette (22,9 M€) et aux ressources propres (11,9 M€) de l'ordre de 13 M€.

3.4 Des épargnes préservées et une dette équilibrée

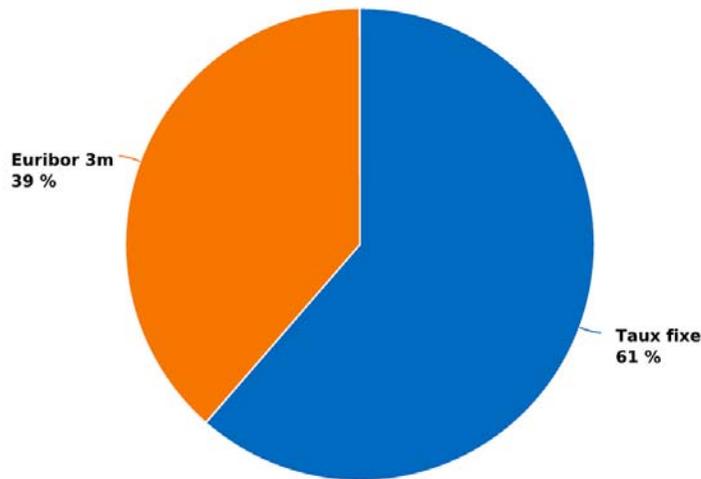
Perspectives 2021: Les épargnes (budget principal)

En €	CA2019 en €	19/20	CA2020 en €	20/21	CA2021 en €	21/22	CA2022 en €
Recettes de gestion	121 500 108	1,3%	123 071 789	12,4%	138 338 652	-0,7%	137 343 988
Dépenses de gestion	96 883 627	0,3%	97 160 035	7,1%	104 016 588	-3,2%	100 682 034
Épargne de gestion	24 616 481	5,26%	25 911 754	32,46%	34 322 064	6,82%	36 661 954
Intérêts de la dette existante	1 677 344		1 559 416		1 500 000		1 322 925
Soldes financiers, except. & provisions	237 327		72 138		73 079		73 079
Épargne brute (CAF)	23 176 464	5,38%	24 424 476	34,68%	32 895 143	7,65%	35 412 108
Amortissement capital dette	7 038 921		8 292 713		10 033 897		10 165 804
Épargne nette (CAF Nette)	16 137 543	-0,04%	16 131 763	41,72%	22 861 246	10,43%	25 246 304
En €	CA2019 en €	19/20	CA2020 en €	20/21	CA2021 en €	21/22	CA2022 en €
Besoin financement de l'investissement	37 527 375		25 784 383		35 578 974		28 795 087
Emprunt	22 588 083		18 418 000		13 000 000		3 600 000
Amortissement du capital	8 657 999		8 292 713		10 033 897		7 207 469
Solde net de dette	13 930 084		10 125 287		2 966 103		-3 607 469
Variation du fonds de roulement	-420 827		8 765 380		282 272		51 217
Encours de dette au 31/12	93 450 426		103 575 713		106 541 816		102 934 347
Dette / Épargne brute (en années)	4,03		4,24		3,24		2,91

Perspectives 2021: Focus sur la gestion de dette (tous budgets)

CRD au 01/01/2021	Duration	Nombre de produits	Nombre de preteurs
104 524 658,83 €	5,8 ans	32	7

Répartition par index au 01/01/2021



structure	indice	poids
A	1	100,00 %

Une structure de dette sécurisée tant en répartition taux fixe / taux variable (61%/39%) qu'en termes de positionnement charte Gissler (100% en classe A1).

3 emprunts nouveaux en 2020:

- Crédit Agricole (report 2019): 5 M€ Euribor 3 mois + 0,39% (15 ans)
- Banque Postale : 5 M€ taux fixe 0,41 % (15 ans)
- Société Générale: 10 M€ (8,4 M€ au budget principal et 1,6 M€ au budget annexe Arenberg Creative Mine) 0,10% les 2 premières années et Euribor 3 mois + 0,35% pour les 13 années suivantes

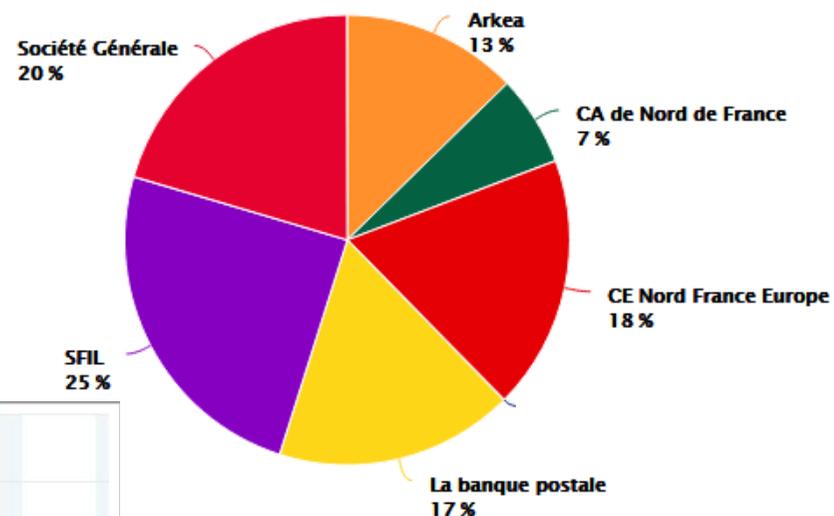
2 lignes de crédits de trésorerie:

- Caisse d'Épargne: 5 M€ - coût 2020: 1 352 € (114 jours de mobilisation)
- Crédit Agricole : 5 M€ - coût 2020: 570 € (31 jours de mobilisation)

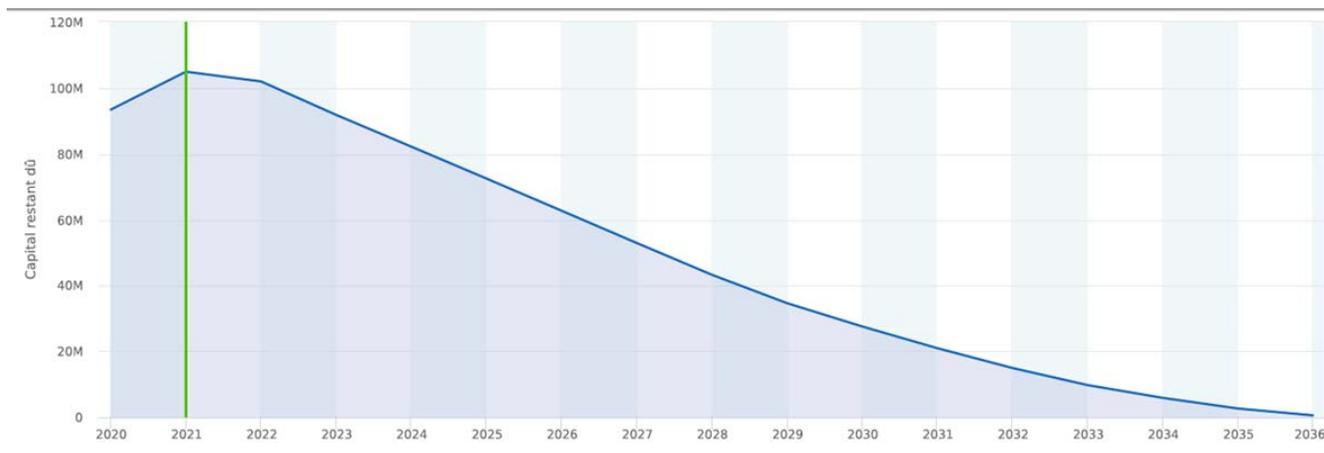
Perspectives 2021: Focus sur la gestion de dette

Une dette qui se répartit entre 6 prêteurs de façon équilibrée.
Les niveaux bas de taux permettent de diminuer le taux moyen de la dette communautaire depuis 2019.
Aucune hausse des taux n'est anticipée par les marchés à court terme. Le poids de la dette en section de fonctionnement devrait donc rester au niveau actuel.

Répartition par banque au 01/01/2021



PROFIL DE DESENDETTEMENT



Taux moyen de la dette
2019: 2,24%
2020: 1,96%
2021: 1,64%

4. Perspectives 2021 des budgets annexes

4.1 LE BUDGET ANNEXE ARENBERG CREATIVE MINE

Perspectives 2021: Un équilibre préservé en fonctionnement

	Dépenses de fonctionnement
Gestion du site	210 100 €
Animation/Rayonnement	236 000 €
Dette PPP	760 000 €
Intérêts des emprunts	10 125 €
Total dépenses réelles	1 216 225 €

	Recettes de fonctionnement
Animation/Rayonnement	36 000€
Location d'espaces	57 000€
Loyers	25 500 €
Participation du budget principal	1 097 725 €
Total recettes réelles	1 216 225 €

En 2021, une croissance des dépenses de près de 9 % relativement au BP 2020 du fait de l'augmentation de 9 % des dépenses liées au PPP.

Au total, le budget principal sera appelé pour équilibrer la section de fonctionnement à hauteur de 1,1 M€, soit le même niveau qu'au BP 2020 du fait de l'amélioration des recettes: 68 K€ en 2020 et 118,5 K€ en 2021, et plus particulièrement des loyers .

Perspectives 2021: La fin des investissements lourds

	Dépenses d'investissement
Mobilier	15 000 €
Signalétique	10 000 €
Désamiantage bâtiment recettes (1,3 M€) - Etude Tests au feu (6 500) - Décors Galerie Germinal (150 000€) + Bâtiment Mineurs Lavabo (2 000 €) - Réfection salle des mineurs (250 000 €)	1 763 000 €
Remboursement du capital des emprunts	180 000 €
PPP	460 000 €
Total dépenses réelles	2 428 000 €

	Recettes d'investissement
Subvention désamiantage bâtiment recettes	300 000€
Subvention FEDER solde (salle Berri/Parvis/Salle des pendus)	3 350 000€
Emprunts	0
Total recettes réelles	3 650 000 €

Les travaux de réhabilitation lourde s'achevant, le budget d'investissement se caractérise par une baisse des dépenses et un niveau élevé de recettes du fait de l'encaissement de soldes de subventions (restes à réaliser repris au budget supplémentaire).

4.2 LES BUDGETS ANNEXES ZONES D'AMENAGEMENT ECONOMIQUE

Perspectives 2021: Des cessions qui financent des soldes de travaux

	TRAVAUX A FINANCER 2021	CESSIONS 2021	SOLDE 2021
Les Pierres Blanches	470 913 €	1 202 530€	+ 731 617 €
Ecaillon	172 000 €	40 680 €	- 131 320 €
Marillon	580 000 €	119 096 €	- 460 904 €
TOTAUX 2021	1 222 913 €	2 715 856 €	+ 139 393€

Les budgets annexes de l'Ecaillon et du Marillon nécessiteront une avance du budget principal à hauteur de 590 K€.

Le budget annexe des Pierres Blanches devrait dégager un excédent total de 2,5 M€ grâce à 1,7 M€ de subventions en complément des cessions, qui permettrait un remboursement des avances versées les années antérieures par le budget principal pour un stock de 11 M€. Au 31/12/2019, les stocks de terrains aménagés étaient comptabilisés à hauteur de 12 M€.

4.3 LE BUDGET ANNEXE DU PLIE

Perspectives 2021: Un budget ralenti en 2020 qui reprend son rythme en 2021

	Dépenses de fonctionnement 2021	Recettes de fonctionnement 2021	Participation CAPH 2021
Budget primitif 2021	897 135 €	455 135 €	442 000 €

Une hausse de 1,1 % des dépenses liées aux formations et de 9 % pour les dépenses de personnel pour réduire la vacance de postes (par rapport au budget primitif 2020)

Des recettes en hausse de 8,4 % grâce à une participation à l'ingénierie en provenance de l'Europe qui s'adapte à la hausse des frais de personnel : + 8,3 %

4.4 LE BUDGET ANNEXE AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Perspectives 2021: Un budget qui propose d'investir dans le cadre du plan de relance

	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Participation budget général
Budget primitif 2021	169 100 €	30 000 €	139 100 €

La subvention forfaitaire d'exploitation versée au fermier s'élève à 162 K€ et augmente fortement (+13%) pour permettre le versement des actualisations

La seule recette du budget annexe provient de la redevance versée par le fermier (28 750 € au budget primitif 2020).

122 250 €
au BP
2020

	Dépenses d'investissement	Recettes d'investissement	Participation Budget général
Budget primitif 2021	275 000 €	150 000 €	125 000 €

Réhabilitation de l'aire de Trith-St-Léger dans le cadre du volet énergétique du plan de relance (dépense et recette)

4.5 LE BUDGET ANNEXE PARC DE LOISIRS DE WAVRECHAIN-SOUS-FAULX

Perspectives 2021: Un budget d'attente

	Dépenses de fonctionnement 2021	Recettes de fonctionnement 2021	Participation CAPH 2021
Budget primitif 2021	101 952 €	101 952 €	-

Provision pour imprévu ou reversement au budget principal sur lequel pèsent les frais liés à la gestion administrative du site

Les recettes concernent le versement mensuel des indemnités d'occupation dans l'attente de la cession du domaine.